



Arrêté N°2022/SEE/0046

portant prescriptions spécifiques relatives au système d'assainissement
de l'agglomération de Saint-Brévin-les-Pins « Le Bodon »

LE PRÉFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE

VU la directive 2013/39 UE du 12 août 2013 modifiant les directives 2000/60/CE et 2008/105/CE en ce qui concerne les substances prioritaires pour la politique dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 2008/105/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 établissant des normes de qualité environnementale dans le domaine de l'eau, modifiant et abrogeant les directives du Conseil 82/176/CEE, 83/513/CEE, 84/156/CEE, 84/491/CEE, 86/280/CEE et modifiant la directive 2000/60/CEE ;

VU la directive cadre sur l'eau (DCE) du 23 octobre 2000 (directive 2000/60/CE) du Parlement européen et du Conseil établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau ;

VU la directive 91/271/CEE du conseil des communautés européennes du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines ;

VU le code de l'environnement et notamment les articles L.170 à L.173, L.210 à L.216, D.211-10, R.211-22 à R.211-47, R.212-10, R.212-11 et R.212-18, R.214-1 à R.214-56, R.216-7 à R.216-14 et le livre V – titre IV ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2224-7 à L.2224-12 et R.2224-6 à R.2224-17 ;

VU le code de la santé publique et notamment les articles L.1331-1 à L.1331-15, L.1332-3, L.1337-2 et D.1332-20 ;

VU l'arrêté du 18 novembre 2015 du préfet coordonnateur de bassin approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2009 approuvant le Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) de l'Estuaire de la Loire ;

VU l'arrêté du 23 novembre 1994 portant délimitation des zones sensibles pris en application du décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L.372-1-1 et L.372-3 du code des communes ;

VU l'arrêté du 9 décembre 2009 du préfet coordonnateur de bassin portant révision des zones sensibles dans le bassin Loire-Bretagne ;

VU l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998 fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles pris en application du décret n°97-1133 du 8 décembre 1997 relatif à l'épandage des boues issues du traitement des eaux usées ;

VU l'arrêté ministériel du 30 avril 2020 précisant les modalités d'épandage des boues issues du traitement des eaux usées urbaines pendant la période de Covid-19 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2007/BE/009 du 9 février 2007 autorisant la construction d'une nouvelle station d'épuration dite du Bodon sur le territoire de la commune de Saint-Brévin-les-Pins ;

VU la demande (numéro d'enregistrement Cascade : 44-2021-00299) reçue le 20 septembre 2021, et le complément au dossier reçu le 8 décembre 2021, présentée par la communauté de communes Sud Estuaire, en vue d'obtenir le renouvellement de l'autorisation de rejet de la station d'épuration de Bodon sur la commune de Saint-Brévin-les-Pins ;

VU l'avis favorable rendu le 18 octobre 2021 par l'Agence Régionale de Santé (ARS) Pays de la Loire – délégation territoriale de la Loire-Atlantique sur le dossier de renouvellement précité, sous réserve de la prise en compte des observations formulées sur la mise en place d'une désinfection finale aux ultraviolets sur les eaux usées traitées ;

VU l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2021 donnant délégation de signature à Monsieur Thierry LATAPIE-BAYROO, directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;

VU l'arrêté préfectoral du 1^{er} octobre 2021 portant subdélégation de signature de Monsieur Thierry LATAPIE-BAYROO à ses collaborateurs ;

VU le projet d'arrêté, présenté par courrier du 16 décembre 2021 au pétitionnaire, au titre d'une phase contradictoire de 40 jours ;

VU le courrier de réponse du pétitionnaire du 13 janvier 2022 ;

CONSIDÉRANT la caducité au 9 février 2022 de l'arrêté préfectoral du 9 février 2007 susvisé ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 novembre 2015 susvisé, dans sa disposition 3A-1, prescrit une norme de rejet de 2 mg/l en moyenne annuelle pour le phosphore total, pour les stations d'épuration des collectivités, pour les installations de capacité nominale comprise entre 2 000 et 10 000 Equivalents-Habitants ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 novembre 2015 susvisé, dans sa disposition 3A-2, prescrit une fréquence d'autosurveillance du phosphore total (Pt) au moins mensuelle dès 2 000 Equivalents-Habitants ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 novembre 2015 susvisé, dans sa disposition 3A-4, prescrit en cas de raccordement d'effluents non domestiques à une station d'épuration collective, la réalisation d'une étude d'impact pour examiner la compatibilité de l'effluent avec la station, l'estimation du rendement des transferts et du traitement, ainsi que les conséquences sur le mode d'élimination des boues ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 novembre 2015 susvisé, dans sa disposition 3C-1, prescrit que les travaux relatifs aux réseaux d'assainissement s'appuient sur une étude diagnostic de moins de 10 ans, et que ces études identifient notamment le nombre des branchements particuliers non conformes et le ratio coût/efficacité des campagnes de contrôle et de mise en conformité ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 novembre 2015 susvisé, dans sa disposition 3C-2, prescrit que les systèmes d'assainissement supérieurs ou égaux à 2 000 Equivalents-Habitants limitent les déversements directs du réseau d'assainissement vers le milieu naturel ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 novembre 2015 susvisé, dans sa disposition 5B-1, prescrit que les autorisations de rejet des établissements ou installations (y compris rejets urbains) responsables des émissions ponctuelles dans le milieu ou dans les réseaux sont mises à jour de manière à atteindre, à l'échelle du bassin Loire-Bretagne, les objectifs de réduction des substances dangereuses d'intérêt pour le bassin Loire-Bretagne à l'échéance 2021 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 18 novembre 2015 susvisé, dans sa disposition 5B-2, prescrit que les collectivités maîtres d'ouvrage de réseaux d'assainissement vérifient la prise en compte des substances listées dans la disposition 5B-1, dans les autorisations de rejet définies à l'article L.1331-10 du code de la santé publique ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son article 4 – règles générales relatives au système d'assainissement – pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique inférieure à 600 kg/jour de DBO5 et supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5, que l'analyse des risques de défaillance est transmise au service en charge du contrôle et à l'agence de l'eau au plus tard le 31 décembre 2023 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son article 12-I – diagnostic périodique du système d'assainissement – en l'application de l'article R.2224-15 du code général des collectivités territoriales, que le maître d'ouvrage établit un diagnostic du système d'assainissement des eaux usées suivant une fréquence n'excédant pas dix ans ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son article 12-II – diagnostic permanent du système d'assainissement – en l'application de l'article R.2224-15 du code général des collectivités territoriales, que le maître d'ouvrage met en place et tient à jour un diagnostic avant l'échéance du 31 décembre 2024 pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique inférieure à 600 kg/jour de DBO5, et supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son article 17-II – autosurveillance du système de collecte – prescrit que les trop-pleins équipant un système de collecte séparatif et situés à l'aval d'un tronçon destiné à collecter une charge brute de pollution organique par temps sec supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 (points réglementaires A1) font l'objet d'une surveillance consistant à mesurer le temps de déversement journalier ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son article 22-III – conformité du système de collecte – dans les secteurs où la collecte est séparative, en dehors des opérations programmées de maintenance et des circonstances exceptionnelles telles que mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, que les rejets directs d'eaux usées par temps de pluie ne sont pas autorisés, et qu'il convient par conséquent de fixer au niveau des points de surverse (trop-plein de postes de refoulement – codification Sandre R1) la mise en place d'objectifs planifiés de suppression ou de réduction de ces déversements sur la base du programme de travaux d'amélioration du réseau de collecte issus du schéma directeur d'assainissement finalisé en 2019 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en annexe I – tableau 1 – les informations d'autosurveillance à recueillir sur les déversoirs en tête de station et by-pass vers le milieu récepteur en cours de traitement, une mesure journalière et l'enregistrement en continu des débits, ainsi qu'une estimation journalière des charges polluantes rejetées pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 et inférieure à 600 kg/jour de DBO5 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en annexe I – tableau 2.1 – les informations d'autosurveillance à recueillir en entrée et/ou sortie de la station de traitement des eaux usées sur la file eau, une mesure et un enregistrement en continu du débit en entrée et sortie, et une mesure des caractéristiques des eaux usées en entrée et en sortie, pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 et inférieure à 600 kg/jour de DBO5 ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son annexe II – tableau 5.2 – les fréquences minimales de détermination des quantités de matières sèches de boues produites et les fréquences minimales de mesures de la siccité sur les boues produites pour les stations de traitement des eaux usées d'une capacité nominale supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 et inférieure à 600 kg/jour de DBO5, 12 mesures de la quantité mensuelle de matières sèches de boues produites et 12 mesures annuelles de siccité des boues ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté du 21 juillet 2015 susvisé, prescrit en son annexe III – tableau 6 – les performances minimales de traitement attendues pour les paramètres DBO5, DCO et MES pour les stations de traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement traitant une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 120 kg/jour de DBO5 ;

CONSIDÉRANT que le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) de l'arrêté du 9 septembre 2009 susvisé, prescrit en sa disposition QE 1 – adéquation entre le potentiel de développement démographique des collectivités et la capacité de traitement des eaux usées – que les communes ou établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) tiennent compte de la capacité réelle de collecte et de traitement de leur système d'assainissement des eaux usées lors de l'élaboration de leurs projets de développement urbain (schéma de cohérence territoriale – SCOT et/ou plan local d'urbanisme – PLU) ;

CONSIDÉRANT que le PAGD de l'arrêté du 9 septembre 2009 susvisé, prescrit en sa disposition QE 1 – adéquation entre le potentiel de développement démographique des collectivités et la capacité de traitement des eaux usées – que l'urbanisation planifiée ne soit réellement autorisée que si les systèmes épuratoires permettent de traiter les effluents domestiques et industriels susceptibles d'y être nouvellement raccordés, et que le décalage observé entre les programmations urbaines et de traitement des eaux usées ne pourra en aucun cas se traduire par des déversements d'eaux usées brutes ;

CONSIDÉRANT que le PAGD de l'arrêté du 9 septembre 2009 susvisé, prescrit en sa disposition QE 2 – respect des objectifs environnementaux pour les stations d'épuration de toutes tailles en milieux remarquables – pour le cas des stations d'épuration de plus de 2 000 Equivalents-Habitants – lorsque la nature du milieu récepteur ne permet pas une dilution suffisante (absence de débit ou d'écoulement, eaux closes, ...) et/ou que celui-ci est jugé particulièrement remarquable (milieu pauvre en nutriment et/ou en présence d'espèces végétales et animales remarquables), que les communes et/ou EPCI ainsi que les industriels concernés veillent, lors des études préalables à la réalisation de nouveaux dispositifs de traitement d'eaux usées ou à l'extension de l'existant à évaluer la présence d'espèces floristiques et faunistiques et leur degré de sensibilité aux rejets d'eaux usées traitées en fonction du positionnement du point de rejet d'eaux usées traitées, du flux en nutriments rejeté et de la dynamique des écoulements, et enfin à prescrire des traitements plus poussés (notamment pour l'azote et le phosphore) ;

CONSIDÉRANT que le PAGD de l'arrêté du 9 septembre 2009 susvisé, prescrit en sa disposition QE 2 – respect des objectifs environnementaux pour les stations d'épuration de toutes tailles en milieux remarquables – dans tous les cas – que le niveau du rejet ne devra pas remettre en cause les objectifs de bon état fixés par la directive cadre sur l'eau (DCE) sur le territoire du SAGE, et dans le cas contraire, les solutions de non rejet seront étudiées ;

CONSIDÉRANT les usages sensibles (pêche en rive gauche de la Loire) situés à l'amont et à l'aval direct du point de rejet des eaux usées traitées dans la Loire ;

CONSIDÉRANT les usages sensibles (sites de baignades sur le littoral nord de Saint-Brévin-les-Pins) situés à l'aval éloigné du point de rejet des eaux usées traitées dans la Loire ;

CONSIDÉRANT les usages sensibles (pêche à pied de loisir) situés sur un gisement de coquillages fousseurs au niveau de la plage des Pins, sur le littoral nord de Saint-Brévin-les-Pins ;

CONSIDÉRANT les résultats des contrôles sanitaires des eaux de baignade sur la saison estivale de l'année 2021 sur les plages des Poilus et des Pins, sur le littoral nord de Saint-Brévin-les-Pins ;

CONSIDÉRANT que les mesures de fiabilisation du réseau de collecte et les niveaux de rejets proposés conduisent à une maîtrise des rejets organiques et bactériologiques de la station de traitement des eaux usées ;

CONSIDÉRANT l'absence de déversoir en tête de station soumis à autosurveillance réglementaire (point A2) ;

CONSIDÉRANT l'absence de by-pass en cours de traitement soumis à autosurveillance réglementaire (point A5) ;

CONSIDÉRANT l'absence de point de surverse du réseau de collecte soumis à autosurveillance réglementaire (point A1) ;

CONSIDÉRANT que l'équipement en métrologie d'autosurveillance mise en place respectivement en entrée station (point réglementaire A3) et en sortie station (point réglementaire A4) permet la transmission des volumes moyens journaliers ;

CONSIDÉRANT que l'équipement en métrologie d'autosurveillance mise en place sur les boues produites (point réglementaire A6) permet la transmission des volumes journaliers, des quantités de matières sèches et des résidus sec à 105° ;

CONSIDÉRANT la finalisation en 2019 d'un schéma directeur d'assainissement intercommunal, incluant le périmètre du système d'assainissement de Saint-Brévin-les-Pins « Le Bodon » ;

CONSIDÉRANT la rédaction en octobre 2018 de l'analyse des risques de défaillance de la station de traitement des eaux usées du Bodon sur la commune de Saint-Brévin-les-Pins ;

CONSIDÉRANT le calendrier de phasage des études et des travaux programmés en 2022 liés à la mise en place et la réception du nouveau dispositif de désinfection des eaux usées traitées aux ultra-violets (UV) avant l'échéance du 31 décembre 2022 ;

CONSIDÉRANT que le débit de référence doit être réévalué en fonction du percentile 95 des débits entrants journaliers sur une période minimale de 5 ans de manière à atténuer les variations saisonnières ;

CONSIDÉRANT qu'au vu des caractéristiques particulières du projet, il convient de compléter les prescriptions générales applicables par des prescriptions spécifiques ;

SUR PROPOSITION de monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer ;

ARRÊTE

Titre I – OBJET DE LA DÉCLARATION

ARTICLE 1^{er} : Abrogation

L'arrêté préfectoral du 9 février 2007 est abrogé.

ARTICLE 2 : Objet de la déclaration

Le présent arrêté porte sur les prescriptions énoncées aux articles suivants, concernant le système de collecte (code Sandre ouvrage 0444154R0002) et de la station de traitement des eaux usées (code Sandre ouvrage 0444154S0002) d'une capacité nominale de **4 500 Equivalents-Habitants (EH)** située au lieu-dit Le Bodon, au nord-est de la commune de Saint-Brévin-les-Pins, sur les parcelles cadastrales n°38, 39 et 40 section ZC. ;

La géolocalisation de la station de traitement des eaux usées est en mode Lambert 93 (X : 311 711 ; Y : 6 698 099).

La communauté de communes Sud Estuaire est le maître d'ouvrage du système d'assainissement.

Les ouvrages constitutifs de ces aménagements relèvent de la rubrique suivante de la nomenclature des opérations soumises à déclaration en application de l'article R.214-1 du code de l'environnement.

<u>N°</u> <u>Nomenclature</u>	<u>Intitulé</u>	<u>Régime</u>	<u>Arrêté de prescriptions</u> <u>générales correspondant</u>
2.1.1.0 - 2°	Systemes d'assainissement collectif des eaux usées et installations d'assainissement non collectif destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique au sens de l'article R. 2224-6 du code général des collectivités territoriales : supérieure à 12 kg de DBO5, mais inférieure ou égale à 600 kg de DBO5	Déclaration	Arrêté du 21 juillet 2015

Titre II – DISPOSITIONS GENERALES COMMUNES

ARTICLE 3 : Conformité au dossier et prescriptions générales

Les installations, ouvrages, travaux ou activités, objet du présent arrêté, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenu du dossier de déclaration, sans préjudice des dispositions de l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015 portant prescriptions générales.

ARTICLE 4 : Mise à jour du plan de recolement du réseau de collecte

Le maître d'ouvrage transmet par courrier au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne une mise à jour tous les 5 ans du schéma général du réseau de collecte sous formats papier et électronique (CD-ROM ou clé USB).

ARTICLE 5 : Modification des prescriptions

Conformément à l'article R.214-39 du code de l'environnement, la modification des prescriptions applicables à l'installation peut être demandée par le maître d'ouvrage postérieurement au dépôt de sa déclaration au préfet qui statue par arrêté. Elle peut également être imposée par le préfet sur le fondement du 3ème alinéa du II de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Le projet d'arrêté modificatif est porté à la connaissance du maître d'ouvrage qui dispose de quinze jours pour présenter ses observations.

L'arrêté fait l'objet des mesures de publicité prévues à l'article R.212-37 du code de l'environnement.

Le silence gardé par le service de police de l'eau pendant plus de trois mois sur la demande du déclarant vaut décision de rejet.

Conformément à l'article R.214-40 du code de l'environnement, tout projet de modification des installations, de leur mode d'utilisation ou de leur voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale est porté à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Toute modification du plan d'épandage des boues est portée à la connaissance du préfet.

ARTICLE 6 : Durée de l'autorisation administrative

L'exploitation des aménagements est accordée sans limitation de durée.

ARTICLE 7 : Transfert de bénéficiaire

Conformément à l'article R.214-40-2 du code de l'environnement, lorsque le bénéfice de la déclaration est transmis à une autre personne, le nouveau bénéficiaire en fait la déclaration au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de l'exercice de son activité.

ARTICLE 8 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 9 : Autres réglementations

Le présent arrêté ne dispense en aucun cas le maître d'ouvrage de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

**Titre III – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES
AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES**

ARTICLE 10 : Prescriptions spécifiques

10.1 – Charges de référence

10.1.1 – Charges organiques de référence

La station de traitement des eaux usées doit pouvoir traiter une charge de pollution journalière de :

<u>Paramètres</u>	<u>Charges</u>	<u>Unité de mesure</u>
Demande biochimique en oxygène sur 5 jours DBO5	270	Kg d'O2/jour
Demande chimique en oxygène DCO	540	Kg d'O2/jour
Matières en suspension MES	405	Kg/jour
Azote Global NGL	67,5	Kg/jour
Phosphore total PT	11,3	Kg/jour

10.1.2 – Débit de référence

Le système de collecte étant 100% séparatif, le débit de référence correspond au débit de pointe journalier de temps sec nappe haute (850 m³/jour), auquel est ajoutée une part des eaux claires parasites permanentes qui se sont introduites dans le système de collecte (eaux claires parasites d'infiltration et de captage).

Si la pluviométrie vient à influencer les débits arrivant à la station de traitement des eaux usées du fait de l'entrée d'eaux pluviales dans le réseau dédié à la collecte des eaux usées strictes (rejets domestiques, assimilés domestiques et non domestiques), **le débit de référence utilisé pour l'évaluation des conformités nationale et locale correspond au percentile 95 des débits journaliers entrants sur la station.** Le maître d'ouvrage est informé par le service en charge du contrôle de la conformité annuelle de la station de traitement des eaux usées, de l'application du nouveau débit de référence utilisé pour l'évaluation des conformités en performance.

La station de traitement des eaux usées est conçue pour traiter :

- débit de pointe de temps sec nappe haute : 850 m³/jour (débit de pointe horaire 115 m³/heure) ;

10.2 – Description du système d'assainissement

10.2.1 – Système de collecte

Réseau gravitaire et de refoulement	12 993,43 ml dont : - réseau de Saint-Brévin-les-Pins : 7 568,84 ml - réseau de Corsept : 5 424,59ml				
Postes de refoulement (PR)	Nature du point de déversement	Equipement / capacité nominale	Télesurveillance (équipement)	Trop-plein	Géolocalisation (en mode Lambert 93)
PR 1 La Prinais 2 (Saint-Brévin-les-Pins)	R2	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 25 m ³ /h	oui (détecteur de surverse par sonde de niveau / mesure des débits transférés par un débitmètre électromagnétique)	oui (PR La Prinais 1)	X : 310 316 Y : 6 697 185,1
PR 2 Hislette (Saint-Brévin-les-Pins)	R2	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 100 m ³ /h et 98 m ³ /h	oui (détecteur de surverse par sonde de niveau – horodatage alarme niveau très haut / mesure des débits transférés par un débitmètre électromagnétique)	oui (PR La Prinais 2)	X : 310 881,5 Y : 6 697 952,3
PR 3 Granville (Saint-Brévin-les-Pins)	R1	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 22 m ³ /h	oui (horodatage de surverse)	oui	X : 311 710,97 Y : 6 698 076,8

PR 4 Chemin des Parquais (Saint-Brévin-les-Pins)	R1	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 17,3 m ³ /h	oui (alarme niveau très haut)	oui (plan d'eau)	X : 311 862,54 Y : 6 697 672,82
PR 5 Roches Plates (Saint-Brévin-les-Pins)	-	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 17,3 m ³ /h	-	non	X : 311 766,71 Y : 6 697 524,94
PR 6 La Lambrossais (Saint-Brévin-les-Pins)	-	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 20 m ³ /h	-	non	X : 311 446 Y : 6 696 940,1
PR 7 Baie de Loire (Corsept)	R1	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 13,3 m ³ /h	oui (horodatage de surverse)	oui	X : 321 900,1 Y : 6 697 357,7
PR 8 Ruaud Trouillard (Corsept)	-	2 pompes (dont 1 en secours) de capacité respective de 9,4 m ³ /h	-	non	X : 312 664,3 Y : 6 696 840,3

Le synoptique du réseau de collecte de l'agglomération de Saint-Brévin-les-Pins figure en **annexe n°1**.

10.2.2 – Station de traitement des eaux usées

La station de traitement des eaux usées de type **boues activées en aération prolongée**, comprend pour l'essentiel :

Filière "eau"

- un dispositif de mesure journalière du débit en entrée de station en amont du prétraitement (débitmètre électromagnétique), et un dispositif permettant le prélèvement d'échantillons représentatifs des effluents, en aval du prétraitement et en amont des retours en tête (point réglementaire A3),
- un prétraitement constitué d'un tamis rotatif et d'un compacteur-ensacheur des refus de dégrillage, dimensionné sur un débit de pointe de 135 m³/heure,
- un traitement biologique constitué d'une zone de contact et d'une zone d'aération. L'aération est assurée par des rampes relevables de diffuseurs d'air alimentées par des surpresseurs d'air. La régulation de l'oxygène est assurée par une sonde redox ou une sonde oxygène, et en secours sur l'horloge,
- un dispositif d'injection de réactifs dans le bassin d'aération, permettant la déphosphatation physico-chimique, équipé de deux pompes doseuses (1 + 1 en secours), et d'une cuve de stockage de réactifs double peau,

- un dégazeur râclé,
- un clarificateur, équipé d'un pont racleur et d'un détecteur de voile de boues,
- un puits de recirculation des boues,
- un poste toutes eaux,
- une bache d'alimentation des filtres à sable munie d'un trop-plein de sécurité et permettant le pompage des eaux vers les filtres,
- deux filtres à sable alimentés en parallèle et permettant un abattement supplémentaire des matières en suspension (MES) par filtration ascendante,
- un dispositif de désinfection aux ultra-violet (UV),
- un local surpresseur,
- un local d'exploitation,
- un local électrique,
- un pluviomètre,
- un dispositif de mesure journalière du débit en sortie de station (canal venturi équipé d'une sonde à ultrasons), et d'un dispositif permettant le prélèvement d'échantillons représentatifs en aval du dispositif de désinfection UV (point réglementaire A4), pour la réalisation des bilans réglementaires (bilans complets entrée et sortie station confectionnés sur 24 heures et asservis au débit),
- un poste de relevage des eaux usées traitées (PR Bodon), permettant le pompage vers le ruisseau du Bodon, via une canalisation de rejet d'un linéaire estimé de 724 ml.

Le nouveau dispositif de désinfection UV est mise en place et réceptionnée avant l'échéance du 31 décembre 2022.

Filière "boues"

Le dispositif de type déshydratation et stabilisation des boues est composé de :

- un dispositif de mesure journalière des volumes des boues produites équipé d'un débitmètre électromagnétique, situé en amont de la centrifugeuse (point réglementaire A6),
- une unité de déshydratation des boues par centrifugation (incluant pompes, préparation polymères et centrifugeuse),
- une pompe de transfert des boues centrifugées vers le local chaulage,
- une unité de chaulage des boues, équipé d'un malaxeur, de dosage et d'injection de chaux, et d'un tapis transporteur,
- un silo de stockage de chaux,
- une aire bétonnée et couverte de stockage des boues chaulées.

La siccité actuelle des boues après centrifugation est de 20%.

La siccité des boues chaulées n'est pas inférieure à 30%

La capacité et la durée de stockage des boues sont compatibles avec les dispositions du plan d'épandage qui fait l'objet d'un dossier de déclaration spécifique.

Lorsqu'une valorisation sur les sols est prévue, le maître d'ouvrage justifie d'une capacité de stockage minimale de 6 mois de production de boues destinée à cette valorisation.

Une valorisation des boues vers un centre de compostage peut être également mise en oeuvre.

Le synoptique de la filière de traitement et du schéma d'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées figure en **annexe n°2**.

10.3 – Fonctionnement, exploitation, fiabilité et entretien du système d'assainissement

10.3.1 – Fonctionnement

La station de traitement des eaux usées est conçue, dimensionnée, réalisée, exploitée, entretenue et réhabilitée de manière telle qu'elle puisse recevoir et traiter les flux de matières polluantes correspondant aux charges de référence prescrits à l'article 10.1.

10.3.2 – Exploitation

Les ouvrages et équipements sont exploités de manière à minimiser la quantité totale de matières polluantes déversées par le système d'assainissement dans tous les modes de fonctionnement.

L'exploitant de la station de traitement des eaux usées peut à cet effet :

- admettre provisoirement un débit ou une charge de matières polluantes excédant le débit ou la charge de référence de l'installation, sans toutefois mettre en péril celle-ci ;
- utiliser toute autre disposition alternative mise en oeuvre par le maître d'ouvrage (bassins de rétention, stockage en réseau, ...).

10.3.3 – Fiabilité

Le maître d'ouvrage et son-exploitant justifient à tout moment des dispositions prises pour s'assurer de la bonne marche de l'installation et assurer un niveau de fiabilité du système d'assainissement compatibles avec le présent arrêté.

Des performances acceptables sont garanties pendant les périodes d'entretien et de réparation prévisibles. A cet effet, l'exploitant tient à jour un registre mentionnant :

- les incidents, pannes et défauts de matériel recensés, et les mesures prises pour y remédier,
- les procédures à observer par le personnel de maintenance,
- un calendrier prévisionnel d'entretien préventif des ouvrages de collecte et de traitement

ARTICLE 11 : Prescriptions applicables au système de collecte

11.1 – Conception – réalisation - fiabilité

Les systèmes de collecte sont conçus, dimensionnés, exploités et réhabilités de manière à desservir l'ensemble des immeubles raccordables inclus dans le périmètre d'agglomération d'assainissement, de manière à éviter tout rejet direct par temps sec, les fuites et les apports d'eaux claires parasites météoriques et de captage, et à acheminer à la station de traitement des eaux usées les flux correspondant à son débit de référence.

Les points de surverse sont conçus et exploités de manière à éviter tout déversement pour des débits inférieurs au débit de référence, et tout rejet d'objet flottant en cas de déversement dans les conditions habituelles de fonctionnement. Ils sont conçus pour éviter les érosions du milieu récepteur au point de déversement.

Les nouveaux postes de refoulement sont conçus et exploités de manière à empêcher tout déversement **pour une pluie semestrielle**, disposer le cas échéant d'un stockage de sécurité, et ne pas permettre l'introduction d'eau en provenance du milieu naturel.

Sur les éléments recueillis par le diagnostic permanent du réseau de collecte des eaux usées (dont l'analyse pluriannuelle des données de surverse comptabilisées sur les trop-plein des postes de refoulement), le maître d'ouvrage transmet par courrier au service de police de l'eau un programme pluriannuel de sécurisation des postes de refoulement pour éviter les surverses d'eaux usées dans le milieu naturel en cas de fortes pluies (réalisation de bassin tampon ou augmentation des capacités de pompage).

Conformément à l'article 4 de l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015, le système de collecte fait l'objet d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Cette analyse est transmise **avant l'échéance du 31 décembre 2023** au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne.

11.2 – Raccordements

Les réseaux d'eaux pluviales des systèmes séparatifs ne sont pas raccordés au réseau des eaux usées du système de collecte, sauf justification expresse du maître d'ouvrage et à condition que le système d'assainissement le permette.

Les demandes d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques dans le réseau de collecte sont instruites conformément aux dispositions de l'article L.1331-10 du code de la santé publique. Elles ne peuvent être délivrées que lorsque le réseau est apte à acheminer ces effluents, et que la station de traitement des eaux usées est apte à les traiter sans risque de dysfonctionnements.

Conformément à l'article R.211-11-3 du code de l'environnement, les autorisations de déversement que comportent, le cas échéant, les autorisations délivrées en application des articles L.214-3 et L.512-1 prennent en compte les objectifs du programme et les normes de qualité fixées en application de l'article R.211-11-2.

Le maître d'ouvrage du réseau d'assainissement vérifie la prise en compte des substances dangereuses listées dans la disposition 5B-1 du SDAGE Loire-Bretagne, dans les autorisations de déversement d'effluents non domestiques, et les mettent à jour si nécessaire.

L'autorisation de déversement d'effluents non domestiques donne lieu à l'établissement d'une convention entre le maître d'ouvrage et le demandeur, qui précise les modalités de rejet de ces effluents (notamment flux, débits et concentrations maximum acceptables par le système d'assainissement de la collectivité).

Ces documents ainsi que leur modification, sont transmis au service de police de l'eau.

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement veille à prendre en compte la capacité réelle de collecte et de traitement de son système d'assainissement dans le cadre de leur projet de développement.

Ainsi, tout raccordement supplémentaire d'eaux usées, d'origine domestique, assimilé domestique et non domestique sur le réseau de collecte, est autorisé sous réserve de la capacité de collecte et de traitement du système d'assainissement.

11.3 – Optimisation du système de collecte

Sur la base de la préconisation des travaux prioritaires du schéma directeur d'assainissement intercommunal finalisé en 2019, incluant le périmètre du système d'assainissement de Saint-Brévin-les-Pins "Le Bodon", le maître d'ouvrage définit le programme pluriannuel des travaux de réhabilitation du réseau de collecte et la remise en conformité des branchements domiciliaires permettant de réduire l'apport des eaux claires parasites.

Le maître d'ouvrage ou son exploitant mentionne dans le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement prescrit à l'article 14.2.3 du présent arrêté, la nature du programme de travaux de réhabilitation du réseau de collecte et le taux de remise en conformité des mauvais branchements domiciliaires réalisés le cas échéant au cours de l'année civile écoulée.

ARTICLE 12 : Prescriptions applicables au système de traitement

12.1 – Conception et fiabilité de la station de traitement des eaux usées

Conformément à l'article 4 de l'arrêté interministériel modifié du 21 juillet 2015, la station de traitement des eaux usées a fait l'objet en octobre 2018 d'une analyse des risques de défaillance, de leurs effets ainsi que des mesures prévues pour remédier aux pannes éventuelles. Cette analyse a été transmise au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne.

Le personnel d'exploitation reçoit une formation adéquate lui permettant de gérer les diverses situations de fonctionnement de la station de traitement des eaux usées.

12.2 – Point de rejet

Le rejet au milieu naturel est identifié aux points de coordonnées Lambert 93 (X : 310 876,5 ; Y : 6 698 037,1) dans le ruisseau du Bodon, affluent de la Loire (masse d'eau FRGT28 – La Loire).

Le dispositif de rejet est aménagé de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur et aux usages en aval de celui-ci. Il permet une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur, sans entraver l'écoulement des eaux ni retenir les corps flottants.

Le rejet s'effectue dans le lit mineur du cours d'eau, à l'exception de ses bras morts.

Toutes dispositions sont prises pour prévenir l'érosion du fond ou des berges, assurer le curage des dépôts et limiter leur formation, et éviter l'introduction d'eau dans la canalisation de rejet (au moyen notamment de clapet anti-retour).

12.3 – Rejet

12.3.1 – Valeurs limite de rejet – obligations de résultat

En conditions normales de fonctionnement, les valeurs limites de rejet de la station de traitement des eaux usées en aval du dispositif de désinfection UV (**point réglementaire A4**), mesurées selon des méthodes normalisées, sur échantillon homogénéisé, non filtré ni décanté, sont les suivantes.

<u>Paramètres</u>	<u>Concentrations maximales</u>	<u>Concentrations rédhibitoires</u>	<u>Rendements minimaux</u>
DBO5	25 mg/l	50 mg/l	90,00 %
DCO	90 mg/l	250 mg/l	85,00 %
MES	30 mg/l	85 mg/l	90,00 %
NGL	15 mg/l	-	70,00 %
PT	2 mg/l	-	60,00 %
Escherichia Coli	1 000 UFC / 100 ml	-	-
Entérocoques intestinaux	1 000 UFC / 100 ml	-	-

Les effluents satisfont aux exigences de rejet en concentration et rendement sur les paramètres physico-chimiques.

Les concentrations maximales s'appliquent sur un échantillon moyen 24 heures, sauf pour l'azote et le phosphore où elles sont à respecter en moyenne annuelle.

La concentration maximale sur les paramètres bactériologiques Escherichia Coli et Entérocoques intestinaux s'apprécie sur un échantillon ponctuel.

L'appréciation de la conformité bactériologique sur l'année 2022 s'applique sur une norme de rejet de 10 000 UFC sur 100 ml sur les paramètres Escherichia Coli et Entérocoques intestinaux uniquement sur la période du 1er mai au 30 septembre, et sur la confection de 4 prélèvements (1 prélèvement par trimestre civil).

L'exploitant s'assure régulièrement en amont du dispositif de désinfection UV, du respect des conditions ci-dessous :

- la transmittance des effluents est supérieure à 45%,
- la concentration maximale du paramètre MES est inférieure à 30 mg/l.

Valeurs limites complémentaires

- pH compris entre 6 et 8,5,
- température inférieure à 25°C,
- absence de substances surnageantes,
- absence de substances capables d'entraîner l'altération ou des mortalités dans le milieu récepteur,
- absence de substances de nature à favoriser la manifestation d'odeur.

Sont considérées "hors conditions normales de fonctionnement" les situations suivantes :

- fonctionnement de la station de traitement des eaux usées au-delà de ses charges de référence prescrits à l'article 10.1,
- opérations programmées de maintenance, préalablement portées à la connaissance du service de police de l'eau,

-circonstances exceptionnelles extérieures au système d'assainissement (correspondant aux situations visées à l'article 2 – alinéa 23 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié).

12.3.2 – Conformité du rejet

La station de traitement des eaux usées est jugée conforme au regard des résultats de l'autosurveillance si les deux conditions suivantes sont simultanément réunies :

- le rejet est conforme aux valeurs limites de rejet et des valeurs rédhitoires prescrites à l'article 12.3.1,
- respect du programme d'autosurveillance prescrit à l'article 13.2.2.

12.4 – Prévention et nuisances

12.4.1 – Dispositions générales

La station de traitement des eaux usées est conçue et implantée hors des zones à usages sensibles (correspondant aux situations visées à l'article 2 – alinéa 31 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié), et de manière à préserver les riverains des nuisances de voisinage et des risques sanitaires.

L'ensemble du site de la station de traitement des eaux usées est maintenu en permanence en bon état de propreté.

Les bâtiments et installations sont régulièrement entretenus, de manière à garantir le fonctionnement des dispositifs de traitement et de surveillance.

Une surveillance particulière est assurée aux abords de l'établissement, et notamment autour des émissaires de rejets.

Tous les équipements nécessitant un entretien régulier sont pourvus d'un accès permettant leur desserte par les véhicules d'entretien.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols (notamment les réactifs) est associé à une capacité de rétention dont le volume est au minimum équivalent au volume stocké.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

12.4.2 – Prévention des odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de l'installation.

12.4.3 – Prévention des nuisances sonores

Les installations sont exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les émissions sonores sont réglementées aux articles R.1334-30 à R.1334-36 du code de la santé publique. L'article R.1334-33 fixe notamment une valeur-limite de 5 dB au-dessus du bruit ambiant en période diurne (de 7 heures à 22 heures) et de 3 dB en période nocturne (de 22 heures à 7 heures).

12.4.4 – Contrôle de l'accès

Les personnes étrangères à l'exploitation des ouvrages n'ont pas libre accès aux installations. L'ensemble des installations de la station de traitement des eaux usées est délimité par une clôture. L'interdiction d'accès au public est clairement signalée.

Les agents des services habilités, notamment ceux de la direction départementale des territoires et de la mer et de l'OFB (Office Français de la Biodiversité), ont constamment libre accès aux installations autorisées.

ARTICLE 13 : Autosurveillance du système d'assainissement

Le maître d'ouvrage se réfère au guide pratique de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne édité en novembre 2015 (mise en oeuvre de l'autosurveillance des systèmes d'assainissement des collectivités et des industries – équipements et contrôles) pour les équipements à mettre en place pour l'autosurveillance des ouvrages de rejets du système d'assainissement (points réglementaires et logiques du système de collecte et de la station de traitement des eaux usées).

13.1 – Autosurveillance du système de collecte

Le maître d'ouvrage vérifie la qualité des branchements particuliers. Il réalise chaque année un bilan des raccordements au réseau de collecte. Il évalue les quantités annuelles de sous-produits du curage et de décantation du réseau. Le plan du réseau et des branchements est tenu à jour.

Ces éléments sont tenus à la disposition du service de police de l'eau.

Les postes de refoulement futurs sont équipés d'un moyen de télésurveillance avec alarme, et dimensionnés sur **une pluie de référence semestrielle**.

Les poires de niveau sont à proscrire pour l'instrumentation de points réglementaires car elles n'assurent pas un niveau de précision et de fiabilité suffisant. Néanmoins, elles sont autorisées dans la surveillance du risque de déversement sur d'autres points non réglementaires.

13.2 – Autosurveillance de la station de traitement des eaux usées

13.2.1 – Dispositions générales

L'ensemble des paramètres nécessaires à justifier la bonne marche de l'installation de traitement et sa fiabilité est enregistré sur un cahier d'exploitation qui est tenu à la disposition du service de police de l'eau et de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne (débits horaires arrivant à la station, consommation de réactifs et d'énergie, production de boues, analyses ...).

Les points et ouvrages de prélèvements et de contrôles sont accessibles.

Le maître d'ouvrage ou son exploitant effectue à sa charge, un contrôle des effluents bruts et des effluents traités par les prélèvements aval des prétraitements et dans le chenal de comptage de sortie. Conformément à l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié concernant l'autosurveillance des stations de traitement des eaux usées, la station est équipée à cette fin d'un dispositif de mesure et enregistrement en continu du débit en entrée et en sortie station, et aménagée de façon à permettre le prélèvement d'échantillons représentatifs constitués sur 24 heures des effluents en entrée et en sortie station, y compris sur les sorties d'eaux usées intervenant en cours de traitement. Les préleveurs sont automatiques réfrigérés ou isothermes (5° +/- 3) et asservis au débit.

L'exploitant conserve au froid pendant 24 heures un double des échantillons prélevés sur la station.

13.2.2 – Fréquences d'autosurveillance

Le programme d'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées est réalisé par le maître d'ouvrage ou son exploitant selon le programme ci-dessous :

<u>Paramètres</u>	<u>Fréquence d'analyse</u> <u>(jours par an)</u>		<u>Nombre maximal</u> <u>d'échantillons moyens</u> <u>journaliers non conformes</u>
débit	365		-
pH	12		-
DBO5	12		2
DCO	12		2
MES	12		2
Température de l'eau	12		-
NTK	4		-
NH4	4		-
NO2	4		-
NO3	4		-
PT	12		-
Escherichia Coli	mensuelle (du 1er mai au 30 septembre)	trimestrielle (du 1er octobre au 30 avril)	-
Entérocoques intestinaux	mensuelle (du 1er mai au 30 septembre)	trimestrielle (du 1er octobre au 30 avril)	-
Quantité mensuelle de matières sèches de boues produites	12		-
Mesures de siccité	12		-

Excepté pour la température de l'eau, les mesures physico-chimiques s'appliquent à l'ensemble des entrées et sorties de la station, y compris des ouvrages de dérivation. Les mesures de débit en entrée et en sortie station font l'objet d'un enregistrement en continu.

Par ailleurs, le programme d'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées comprend au minimum des tests hebdomadaires NH_4^+ , NO_3^- et PO_4^{3-} sur le rejet des eaux usées traitées en sortie du dispositif de désinfection UV (point réglementaire A4). L'exploitant utilise à cet effet une gamme de tests adaptée pour les mesures de concentration pour tous les paramètres.

Le programme annuel d'autosurveillance est adressé par le maître d'ouvrage ou son exploitant avant le 1er décembre de l'année précédant la mise en oeuvre de ce programme au service de police de l'eau pour acceptation, et à l'agence de l'eau Loire-Bretagne. Cet exercice est réalisé en vue de la validation des données d'autosurveillance de l'année à venir.

Les résultats de ces mesures et analyses (bilans réglementaires 24 heures, tests hebdomadaires en sortie de station) ci-dessus faites durant le mois N sont reportés sur un registre d'exploitation, et les bilans réglementaires 24 heures sont transmis dans le courant du mois N+1 au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne au titre de l'autosurveillance Sandre.

La transmission régulière des données d'autosurveillance est effectuée par voie électronique, conformément au scénario d'échange des données d'autosurveillance des systèmes d'assainissement en vigueur, défini par le service d'administration nationale des données et référentiels sur l'eau (SANDRE).

Le maître d'ouvrage transmet ces données via l'application informatique Verseau accessible à une adresse disponible auprès du service de police de l'eau. Le maître d'ouvrage est alors réputé s'être conformé aux obligations prescrites ci-dessus.

L'autosurveillance relative aux déchets évacués hors boues issues du traitement des eaux usées consiste à apporter des informations sur la nature, la quantité des déchets évacués et leur destination.

L'autosurveillance relative aux boues issues du traitement des eaux usées consiste à apporter des informations sur :

- la quantité brute, la quantité de matières sèches et l'origine des apports extérieurs de boues,
- la quantité de matières sèches de boues produites,
- la quantité brute, la quantité de matières sèches, la mesure de la qualité et destination(s) des boues évacuées.

13.2.3 – Contrôle du dispositif d'autosurveillance

Sont tenus à disposition du service de police de l'eau et de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne :

- un registre comportant l'ensemble des informations relatives à l'autosurveillance du rejet ;
- un manuel d'autosurveillance du système d'assainissement comportant au minimum les éléments prescrits à l'article 20-I-1 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié. Il est rédigé par l'exploitant et transmis à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne et au service de police de l'eau, et est régulièrement mis à jour sur demande du service de police de l'eau ou de l'agence de l'eau de Loire-Bretagne, et est tenu à disposition de ces services sur le site de la station de traitement des eaux usées.

13.2.4 – Contrôles inopinés

Les agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement, notamment ceux chargés de la police de l'eau et de la pêche, ont libre accès, à tout moment, aux installations autorisées.

Conformément à l'article 23 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié, le service de police de l'eau se réserve le droit de pratiquer ou de demander en tant que de besoin des vérifications inopinées complémentaires, notamment en cas de présomption d'infraction aux lois et règlements en vigueur ou de non-conformité aux dispositions de la présente autorisation.

Les agents du service de police de l'eau peuvent demander communication de toute pièce utile au contrôle de la bonne exécution des prescriptions du présent arrêté.

13.2.5 – Autosurveillance des boues

Ces boues sont valorisées en filière épandage ou compostage, ou éliminées conformément aux dispositions générales relatives aux boues définies par les articles R.211-25 à R.211-30 du code de l'environnement, aux conditions générales d'épandage définies par les articles R.211-31 à R.211-37 et aux dispositions techniques définies par les articles R.211-38 à R.211-45.

L'épandage de plus de 3 tonnes de matières sèches/an ou de plus de 150 kg d'azote total/an relève du régime de déclaration au titre de la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature annexée à l'article R.214-1 du code de l'environnement. Le document d'incidence de ce dossier de déclaration est conforme aux prescriptions de l'article R.211-46 du code de l'environnement. Ce document comprend en particulier une étude préalable conforme aux dispositions de l'article R.211-33 du code de l'environnement

et à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998, définissant en particulier l'aptitude du sol à les recevoir, son périmètre et les modalités de sa réalisation.

L'exploitant tient à jour un registre d'épandage, conforme aux dispositions de l'article R.211-34 du code de l'environnement et à l'article 17 de l'arrêté ministériel du 8 janvier 1998, mentionnant en particulier les quantités épandues par unité culturale avec les références parcellaires, les surfaces, les dates d'épandage et les cultures pratiquées. En application de l'article R.211-35 du code de l'environnement, ce registre est présenté aux agents chargés du contrôle et une synthèse des informations est adressée par l'exploitant de la station au service de police de l'eau.

13.2.6 – Elimination des autres sous-produits

Le maître d'ouvrage prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour assurer une bonne gestion des déchets, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

Les déchets qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet. Le maître d'ouvrage est en mesure d'en justifier l'élimination, sur demande du service de police de l'eau.

Tout changement de type de traitement ou d'élimination de ces déchets est signalé au service de police de l'eau.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution.

Le conditionnement de ces déchets est adapté au mode de collecte en préservant notamment l'hygiène des agents habilités.

ARTICLE 14 : Informations et transmissions obligatoires

14.1 – Transmissions préalables

14.1.1 – Périodes d'entretien

Le service de police de l'eau est informé au moins 1 mois à l'avance des périodes d'entretien et de réparation prévisibles des installations et de la nature des opérations susceptibles d'avoir un impact sur la qualité des eaux réceptrices et l'environnement. Les caractéristiques des déversements (débit, charge) pendant cette période et les mesures prises pour en réduire l'importance et l'impact sur les masses d'eau réceptrices de ces déversements lui sont précisées.

Le service de police de l'eau peut, si nécessaire dans les 20 jours ouvrés suivant la réception de l'information, prescrire des mesures visant à surveiller les rejets, en connaître et réduire les effets ou demander le report de ces opérations si ces effets sont jugés excessifs.

14.2 – Transmissions immédiates

14.2.1 – Incident grave – accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du code de l'environnement est signalé dans les meilleurs délais au service de police de l'eau à qui l'exploitant remet, rapidement, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures mises en oeuvre et envisagées pour éviter son renouvellement.

En particulier, tout incident grave ou accident de nature à avoir un impact sur la préservation des usages sensibles située à l'aval du point de rejet des eaux usées traitées (qualité des eaux de baignade, protection des zones conchylicoles, des zones de pêche à pied de loisir et en particulier de la zone de pêche située à l'amont et à l'aval direct du point de rejet des eaux usées traitées)

sur le littoral de la commune de Saint-Brévin-les-Pins doit être signalé **immédiatement** par voie électronique au service de police de l'eau, à la délégation mer et littoral (DDTM), à l'agence régionale de santé (ARS) – délégation territoriale de la Loire-Atlantique (direction de la santé publique et environnementale) et à la mairie de Saint-Brévin-les-Pins.

Tout déversement à partir du réseau de collecte, notamment des postes de refoulement, est signalé dans les meilleurs délais, par voie électronique, au service de police de l'eau, avec les éléments d'information sur les dispositions prises pour en minimiser les impacts et les délais de dépannage.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage prend ou fait prendre toutes les dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

Le maître d'ouvrage demeure responsable des accidents ou dommages qui seraient la conséquence de l'activité ou de l'exécution des travaux et de l'aménagement.

14.2.2 – Dépassements des valeurs limites de rejet prescrites par l'arrêté

Les dépassements des valeurs limites de rejet prescrites à l'article 12.3.1 du présent arrêté sont signalés dans les meilleurs délais au service de police de l'eau, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

14.2.3 – Transmissions annuelles

Le maître d'ouvrage du système d'assainissement rédige tous les ans en début d'année N+1 le bilan annuel de fonctionnement du système d'assainissement durant l'année précédente N, qu'il transmet au service de police de l'eau et à l'agence de l'eau de Loire-Bretagne avant le 1er mars de l'année N+1.

Ce bilan comporte au minimum les éléments prescrits à l'article 20-I-2 de l'arrêté interministériel du 21 juillet 2015 modifié.

Le ou les maîtres d'ouvrage du système de collecte transmet son bilan annuel de fonctionnement au maître d'ouvrage de la station de traitement des eaux usées. Ce dernier synthétise les éléments du bilan annuel de fonctionnement du système de collecte dans son propre bilan, afin de disposer d'une vision globale du fonctionnement du système d'assainissement.

Titre IV – DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 15 : Publication et information des tiers

Une copie de cet arrêté est transmise à la mairie de Saint-Brévin-les-Pins, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois et à la commission locale de l'eau du SAGE de l'Estuaire de la Loire pour information.

Ces informations sont mises à disposition du public sur le site internet de la préfecture de la Loire-Atlantique pendant une durée d'au moins six mois.

ARTICLE 16 : Sanctions

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté relève des mesures et sanctions administratives prévues aux articles L.171-6 à L.171-12 du code de l'environnement, et des sanctions pénales prévues aux articles L.173-1 à L.173-12 et R.173-1 à R.173-4 de ce code.

ARTICLE 17 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique, le directeur départemental des territoires et de la mer, le président de la communauté de communes Sud Estuaire, le maire de la commune de Saint-Brévin-les-Pins, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le - 8 FEV. 2022

le PRÉFET,

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur départemental des territoires
et de la mer et par délégation,
La cheffe du service eau environnement,

He

L'adjoint au chef du service
Eau - Environnement

Bryan HENNING

Délais et voies de recours

Conformément aux dispositions des articles L.214-10 et R.514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative, le tribunal administratif de Nantes, 6 allée de l'île Gloriette, CS 24111, 44041 Nantes cedex 1 :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.211-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision à la mairie de Saint-Brévin-les-Pins ;
2. par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

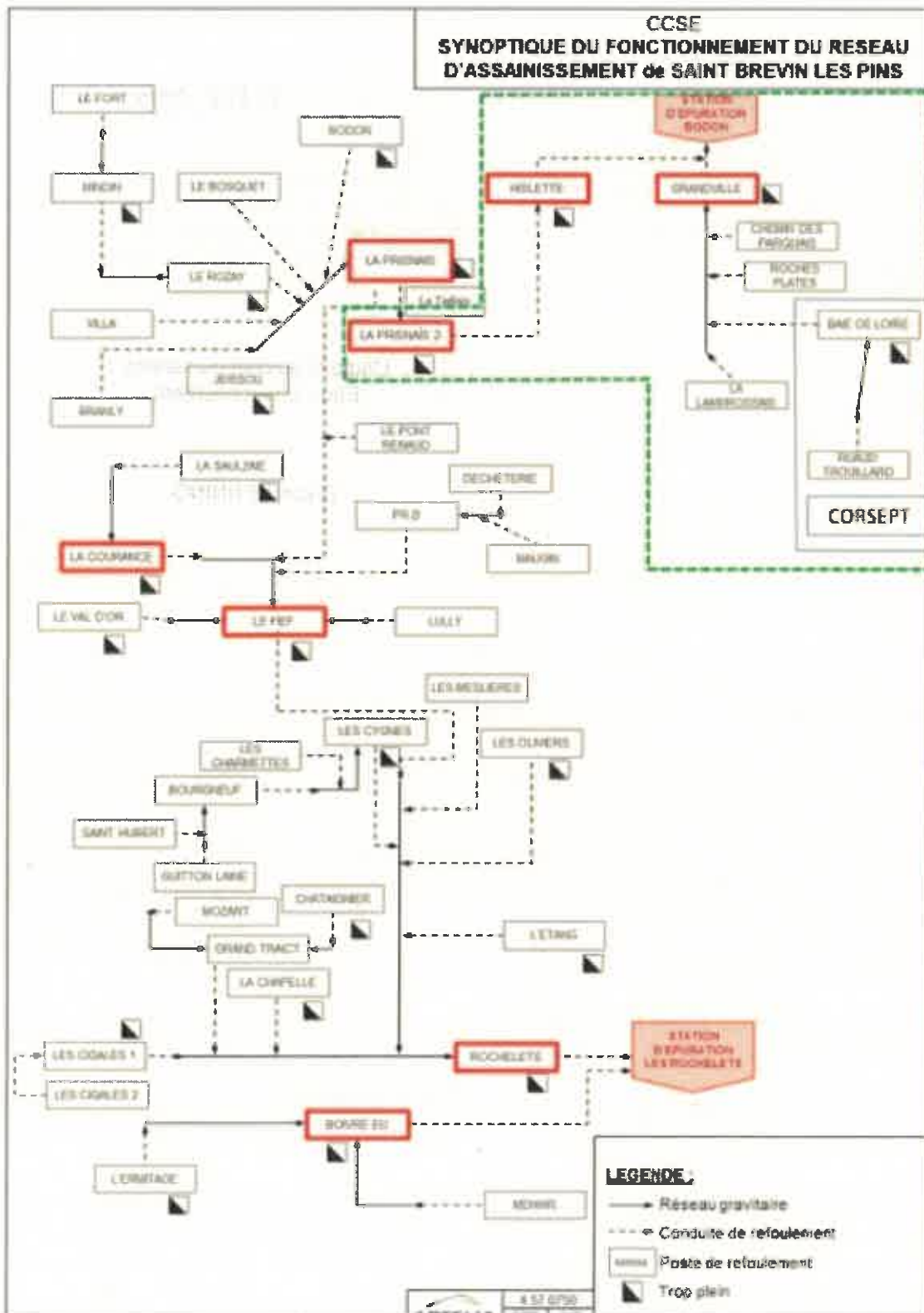
La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens, accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1 et 2 ci-dessus.

Conformément au règlement général sur la protection des données du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018 et à la loi « informatique et liberté » dans sa dernière version modifiée du 20 juin 2018, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, de suppression et d'opposition des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier ou un courriel au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier. Cette demande écrite est accompagnée d'une copie du titre d'identité avec signature du titulaire de la pièce, en précisant l'adresse à laquelle la réponse doit être envoyée. Toute décision susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent l'est au moyen de l'application Télérecours (<https://www.telerecours.fr>).

Annexe n°1 : synoptique du réseau de collecte de l'agglomération de Saint-Brévin-les-Pins

Figure 6: synoptique du réseau d'assainissement de l'agglomération de Saint-Brévin-les-Pins (Source : SDA 2019)



Annexe n°2 : synoptique de la filière de traitement et du schéma d'autosurveillance de la station de traitement des eaux usées

